



Le récent atelier du CTA sur le thème « Encourager l'agriculture de prochaine génération dans les pays ACP par l'entrepreneuriat des jeunes, la création d'emplois et la digitalisation » a identifié sept facteurs de succès essentiels : l'accès des jeunes à l'investissement et au financement, des approches et des modèles pouvant être adoptés et répliqués à grande échelle, un environnement politique favorable aux jeunes, l'attraction des jeunes vers l'agriculture, l'accès des jeunes aux marchés, des *business models* efficaces et l'accès à une série de compétences, de savoir-faire, de connaissances et de méthodes pour les développer.

Ce document, rédigé par Ji-Yeun Rim et Tony Nsanganira, affirme qu'investir dans la jeunesse pour moderniser l'agriculture libérera pleinement l'énorme potentiel de la jeunesse, créera des possibilités d'emploi attrayantes pour les jeunes et garantira des conditions égales pour les garçons et les filles des régions rurales. Il présente plusieurs approches d'inclusion des jeunes qui aideront les programmes de développement

de la chaîne de valeur agricole à répondre aux besoins de la jeunesse. Ces différentes approches, axées sur différentes catégories de jeunes, les aident à comprendre les marchés et à répondre à la demande, les sensibilisent aux possibilités d'emploi dans le secteur agricole, développent et renforcent leurs compétences, facilitent leur accès au financement et à la terre ou améliorent leurs réseaux et leur capital social.





Introduction

Dans de nombreux pays en développement, la plupart des jeunes vivent dans les régions rurales. Ceux-ci sont toujours plus nombreux dans les pays les moins avancés. Le rythme de

la transformation rurale et de l'industrialisation verte n'est toutefois pas assez rapide pour créer suffisamment d'emplois décents dans les zones rurales. La grande majorité des jeunes se détournent donc du mode de vie rural et de l'agriculture et quittent les campagnes pour s'installer dans les villes. Malheureusement, leur niveau d'éducation, généralement très faible, est pour eux un obstacle à l'accès à des emplois décents dans les villes et les zones urbaines.

Étapes essentielles pour une approche de création d'emplois incluant les jeunes

- Établir le profil des jeunes pour cibler avec précision les efforts de développement
- Inciter les jeunes à mieux comprendre le marché
- Sensibiliser les jeunes au potentiel d'emplois créés par l'agriculture
- Renforcer les compétences des jeunes par le mentorat et l'apprentissage entre pairs
- Organiser des formations en lecture, écriture et arithmétique et renforcer les compétences humaines
- Faciliter l'accès des jeunes au financement et à la terre par des partenariats public-privé
- Développer le capital social.

Et s'assurer que ces efforts s'inscrivent bien dans un cadre de développement intégré.

Investir davantage dans le secteur agricole, de manière responsable et en mettant l'accent sur l'inclusion des jeunes, permettra de libérer leur énorme potentiel et leur ouvrira des possibilités d'emploi attrayantes, tout en créant des conditions égales pour les garçons et les filles des régions rurales.

Mettre en œuvre des approches incluant les jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaires

Le dernier rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) sur *l'Avenir de la jeunesse rurale* (OCDE, 2018) passe en revue dix initiatives, mises en œuvre en Afrique, qui visent à créer des emplois pour les jeunes tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire, l'objectif

étant d'identifier les approches les plus efficaces pour les jeunes. La plupart des projets ont pour groupe cible les jeunes défavorisés des régions rurales, diplômés de l'enseignement primaire ou secondaire. Toutes les initiatives associent le développement des opportunités sur les marchés locaux et le renforcement des compétences des jeunes. Ce document décrit les facteurs et les conditions de succès qui peuvent faciliter la conception ou la diffusion de programmes axés sur le développement de la chaîne de valeur agroalimentaire.

Profilier les jeunes

Les jeunes ne forment pas un groupe monolithique et uniforme. Les défis et les contraintes auxquels ils doivent faire face varient en fonction de leur catégorie d'âge, de leur origine ethnique, de leur niveau d'éducation et de bien d'autres facteurs. Avant toute chose, les projets agroalimentaires axés sur les jeunes doivent prendre conscience de l'hétérogénéité du groupe. Ils doivent donc établir leur profil par tranche d'âge (par exemple, les 15-17, 18-24 et 25-29 ans), origine ethnique (par exemple, les jeunes autochtones), éventuel handicap, sexe, niveau d'éducation et de compétences, capital social, accès à la terre et au financement, normes sociales dominantes au sein de leur communauté. Cet exercice de profilage permettra d'identifier les principaux obstacles pour chaque groupe.

Comprendre le marché

Les jeunes ne savent pas forcément comment réaliser une étude de marché et choisir des produits à haut potentiel, deux étapes préalables à la création d'une entreprise. Les régions rurales peuvent aussi être relativement déconnectées et éloignées des marchés. Les programmes de développement de la chaîne de valeur agroalimentaire axés sur les jeunes doivent associer ce public à la phase d'étude de marché et aider les jeunes à préparer une liste d'activités potentielles au sein de leur communauté ou de leur région qu'ils estiment être capables de mener à bien et qui représentent des secteurs susceptibles de croître et d'avoir accès aux marchés.

Faire de l'agriculture une activité rémunératrice

De nombreux programmes qui ont réussi ou réussissent à intégrer les jeunes dans le secteur

“Les jeunes ne forment pas un groupe monolithique et uniforme. Les défis et les contraintes auxquels ils doivent faire face varient en fonction de leur catégorie d'âge, de leur origine ethnique, de leur niveau d'éducation et de bien d'autres facteurs”



de l'agriculture incluent un important volet de sensibilisation. Les jeunes des régions rurales sous-estiment généralement le potentiel de l'agriculture et sa capacité de générer des revenus. Les campagnes de sensibilisation doivent mettre l'accent sur les exigences du marché, les normes des produits, les connaissances requises, les outils innovants et les nouvelles méthodes de production, mais elles doivent aussi mettre en avant les agripreneurs qui ont réussi pour que ceux-ci deviennent des modèles. Malgré les obstacles à l'accès aux marchés et aux infrastructures que rencontrent les zones rurales, des opportunités de création de valeur peuvent être exploitées à un stade précoce. Ainsi, les transformateurs des premiers maillons de la chaîne (comme les brasseries, les meuneries) sont en première ligne pour la création d'emplois dans les zones rurales. En effet, ces activités agroalimentaires sont plus adaptées aux petites villes et aux régions rurales que des activités dans d'autres secteurs.

Renforcer les capacités par le mentorat et l'apprentissage entre pairs

Le renforcement des compétences et des capacités sont des interventions généralement intégrées dans les programmes en faveur des jeunes. L'apprentissage entre pairs semble être une des méthodes les plus efficaces pour le groupe cible des jeunes, ceux-ci parvenant plus facilement à convaincre d'autres jeunes. L'apprentissage entre pairs a par exemple porté ses fruits dans l'offre de services de vulgarisation agricole.

L'implication de chefs locaux et de jeunes agriculteurs peut contribuer à changer la mentalité des jeunes des régions rurales. Le mentorat peut être proposé via des approches de type incubateur, qui apprennent aux jeunes à gérer une entreprise, ou par des réunions et des interactions régulières.

Organiser des formations en lecture, écriture et arithmétique et renforcer les compétences humaines

La majorité des jeunes des zones rurales abandonnent prématurément l'école et ont donc un faible niveau de compétences. Les programmes axés sur l'apprentissage et les formations pratiques se sont révélés efficaces pour améliorer la capacité d'insertion professionnelle des jeunes. Les programmes de formation professionnelle doivent aussi prévoir, outre le renforcement des compétences en lecture, écriture et arithmétique, le développement des compétences humaines. Ainsi, l'esprit d'entreprise nécessite non seulement une formation en gestion d'entreprise mais aussi le renforcement des aptitudes à négocier et à travailler en équipe (compétences humaines).

Faciliter l'accès au capital financier et à la terre par des partenariats public-privé

Dans les pays en développement, les services financiers ne prennent généralement pas en compte les besoins et les obstacles spécifiques (comme le manque de garanties et de ressources financières) auxquels se heurtent les jeunes désireux de se lancer dans le secteur agroalimentaire. En outre, ceux qui souhaitent devenir agriculteurs n'ont pas forcément accès à la terre. Les programmes qui les aident à se lancer dans ce secteur doivent donc veiller à faciliter leur accès à la terre (via des coopératives ou la mise à disposition de parcelles communautaires à louer), au capital et à l'équipement nécessaires au démarrage de leur activité. Un bon exemple : le projet « Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes » de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mis en œuvre en Tanzanie (FAO, 2018a). Le projet a collaboré avec la Fédération des coopératives

“En rejoignant des organisations paysannes ou des coopératives d'agriculteurs, les jeunes peuvent nouer des liens de confiance et de solidarité avec leurs pairs, et avoir aussi plus facilement accès aux intrants, aux services, au financement et à des marchés de qualité.”

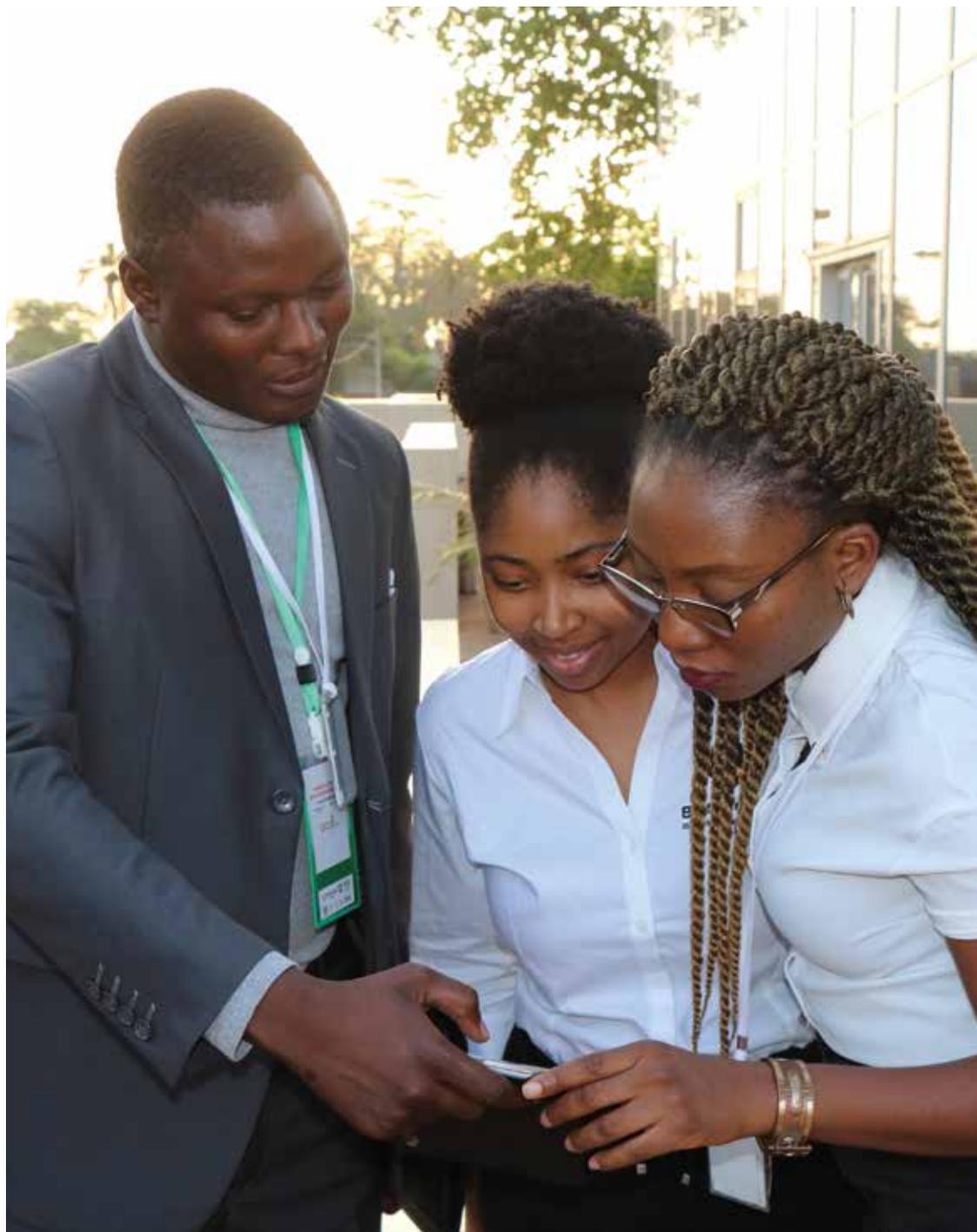
de Tanzanie et avec les autorités locales afin de faciliter l'accès des jeunes à des terres communautaires ou coopératives. Les liens avec les unions de coopératives et des budgets agricoles en provenance des autorités régionales ont facilité l'accès des jeunes au financement.

Développer le capital social

Les entreprises agricoles florissantes s'appuient sur des liens solides établis avec les acteurs de l'ensemble de la chaîne de valeur. Or les jeunes n'ont habituellement pas encore développé ce type de réseaux. En rejoignant des organisations

paysannes ou des coopératives d'agriculteurs, les jeunes peuvent nouer des liens de confiance et de solidarité avec leurs pairs, et avoir aussi plus facilement accès aux intrants, aux services, au financement et à des marchés de qualité. Les coopératives agricoles se sont révélées être un mécanisme efficace pour favoriser la participation des jeunes au secteur agricole. Elles permettent aussi le développement du capital social et des possibilités d'emploi par des activités en exploitation ou en dehors de l'exploitation.





“Les gouvernements devront donc promouvoir l’accélération de la croissance des emplois salariés dans le secteur de la production pour relever les défis du chômage des jeunes. Il y a donc lieu d’investir davantage dans les zones rurales pour exploiter l’avantage comparatif de ces territoires et pour soutenir l’accès des jeunes aux marchés.”

Adopter un cadre de développement intégré

Aucune de ces initiatives ne peut être mise en œuvre avec succès et durablement en l'absence de politiques favorables et de stratégies de développement local intégrées. Si la création d'entreprise est une approche prometteuse pour certains jeunes qui possèdent les actifs et les compétences requises, la majorité des jeunes à la recherche d'un emploi devront trouver un emploi salarié. Les gouvernements devront donc promouvoir l'accélération de la croissance des emplois salariés dans le secteur de la production pour relever les défis du chômage des jeunes. Il y a donc lieu d'investir davantage dans les zones rurales pour exploiter l'avantage comparatif de ces territoires et pour soutenir l'accès des jeunes aux marchés. Une telle approche contribuera à créer de nouveaux emplois salariés, en exploitation ou en dehors de l'exploitation.

L'Approche Pays Intégrée (API) (FAO, 2018b) est un des cadres de développement qui utilise cette approche. L'API a pour objectif d'améliorer le volet emploi des stratégies, politiques et programmes nationaux de développement agricole et rural afin d'optimiser la contribution du secteur à la création d'un plus grand nombre d'emplois de meilleure qualité dans les zones rurales. L'API aide les décideurs politiques, les planificateurs et les praticiens du développement à concevoir

des interventions plus intégrées de création d'emplois décents dans les zones rurales. En Ouganda, le soutien au travers de l'API a permis au gouvernement de développer une stratégie nationale pour les jeunes agriculteurs. Son objectif est de mieux comprendre comment intégrer les jeunes des régions rurales dans les chaînes de valeur agricole et de faciliter l'intégration du volet emploi dans d'autres programmes stratégiques.

Conclusion

L'augmentation continue de la demande de produits agroalimentaires à forte valeur ajoutée dans les pays en développement plaide réellement en faveur de nouveaux investissements dans le développement des filières agroalimentaires sur les marchés nationaux et régionaux. Pour libérer ce potentiel, il y a lieu d'être particulièrement attentif aux souhaits des jeunes et à l'amélioration de l'offre d'infrastructures, de services et de renforcement des compétences, en particulier dans les zones rurales et pour les communautés rurales, par le biais de cadres de développement intégrés. Les programmes axés sur le développement de la chaîne de valeur agricole doivent analyser les choses sous l'angle de l'emploi des jeunes, mettre en œuvre des approches adaptées aux jeunes et se fixer résolument comme objectif l'inclusion de la jeunesse rurale et son accès à des emplois décents.



Références

FAO. 2018a. *Écoles pratiques d'agriculture et de vie pour jeunes de la FAO* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.fao.org/rural-employment/work-areas/youth-employment/skills-development/ifflsmanuals/en/> et <http://www.fao.org/3/a-i1208f.pdf> [Dernier accès le 20 novembre 2018].

FAO. 2018b. *L'Approche Pays Intégrée (API) de la FAO pour la promotion de l'emploi décent des jeunes en milieu rural* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.fao.org/rural-employment/work-areas/youth-employment/ica-programme/en/> [Dernier accès le 20 novembre 2018].

OCDE 2018. *The Future of Rural Youth in Developing Countries: Tapping the potential of local value chains*. OECD Publishing, Paris. Disponible sur : <https://bit.ly/2Q6sri2> [Dernier accès le 20 novembre 2018].

Cet article a été rédigé dans le cadre d'une initiative menée par le CTA visant à documenter et à partager les connaissances sur les approches agricoles qui fonctionnent dans les pays ACP. Il regroupe les connaissances, les enseignements et les expériences pratiques afin de documenter et d'orienter la mise en œuvre de projets axés sur l'agriculture pour le développement.

Dans une série de vidéos, les participants donnent leur point de vue sur les questions abordées pendant l'atelier. Voir : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLv8yRTnf9h7hM3CD0gtgJatMrw56sKFri>

Les produits de l'atelier peuvent être consultés et téléchargés à l'adresse suivante : <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/97710>

Auteurs

Ji-Yeun Rim est en charge des travaux sur la jeunesse au Centre de développement de l'OCDE. Entre 2015 et 2018, elle a coordonné le projet d'inclusion des jeunes de l'UE-OCDE, qui a soutenu l'élaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse dans neuf pays en développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est.

Tony Roberto Nsanganira est le spécialiste de l'emploi des jeunes au Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il a pour mission d'appuyer les interventions de la FAO dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, en mettant l'accent sur la promotion de l'emploi décent pour les jeunes des régions rurales dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire. Tony Roberto Nsanganira a été ministre d'État chargé de l'agriculture au ministère de l'agriculture et des ressources animales de la République du Rwanda.

Crédits photos

Pages 1, 2, 3, 5 et 7 – Projet MUIIS (Ouganda), Page 6 – Inoussa Maïga / Mediapro

À propos de la collection

Les Technical Briefs du CTA documentent l'expérience et l'apprentissage sur des sujets d'actualité intéressant la communauté de développement agricole ACP. Ils sont conçus comme un guide pratique pour les personnes professionnellement concernées ou fortement intéressées par le sujet.

Centre technique de coopération agricole et rurale

B.P. 380 – 6700 AJ Wageningen – Pays-Bas

Tél. : +31 (0) 317 467 100 | Courriel : cta@cta.int | www.cta.int

Ce travail a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Toutefois, il reste sous la seule responsabilité de son (ses) auteur(s) et ne reflète jamais les opinions ou les déclarations du CTA ou de ses coéditeurs ou de l'Union européenne ni l'opinion d'un pays ou d'un État membre. L'utilisateur devrait faire sa propre évaluation quant à la pertinence de toute déclaration, argumentation, technique expérimentale ou méthode décrite dans ce travail.

Ce travail est la propriété intellectuelle exclusive du CTA et de ses coéditeurs, et ne peut pas être commercialement exploité. Le CTA encourage sa diffusion à des fins d'étude privée, de recherche, d'enseignement ou autres fins non commerciales, à condition que la reconnaissance appropriée soit faite :

- du droit d'auteur du CTA et du financement de l'Union Européenne en incluant le nom de l'auteur, le titre du travail et l'avis suivant "© CTA 2019 sur financement de l'Union Européenne",
- et que les opinions et déclarations exprimées sont de la seule responsabilité des auteurs, et aucunement celles du CTA ou de ses coéditeurs, ni de l'Union Européenne, en insérant la clause "disclaimer" standard du CTA.

